

## ANNEXE A : Résumé des engagements des autres membres du Partenariat mondial<sup>9</sup>

**Allemagne** — L'Allemagne a annoncé une contribution pouvant atteindre 1,5 milliard d'euros pour le démantèlement des sous-marins nucléaires, la destruction des armes chimiques et la sécurité nucléaire et radiologique. Les projets financés comprennent notamment la construction d'un entrepôt provisoire à long terme à Sayda Bay pour faciliter le démantèlement de sous-marins, la modernisation de la protection physique de matières fissibles et la construction d'usines de destruction des armes chimiques à Gorny et Kambarka.

**Danemark** — Le Danemark s'est engagé à verser 17 millions d'euros, somme qui servira principalement à des projets liés au secteur nucléaire.

**États-Unis** — Les États-Unis sont de loin le plus grand bailleur de fonds du *Partenariat mondial*. En effet, ils ont annoncé une contribution de 10 milliards de dollars US (soit environ 1 milliard de dollars par an pendant dix ans) pour financer la gamme complète des activités de non-prolifération qui relèvent du *Partenariat*. Voici quelques-uns des engagements annoncés en 2004 :

- Environ 590 millions de dollars US sont affectés à des projets en cours liés au secteur nucléaire, la priorité étant la protection et l'élimination de l'uranium hautement enrichi et du plutonium militaire.
- Environ 200 millions de dollars US sont destinés à la destruction d'armes chimiques, affectés principalement à la poursuite de la construction de l'usine de Shchuch'ye. En outre, des projets ont été financés pour démanteler et démilitariser d'anciennes usines de production d'armes chimiques à Volgograd et Novocheboksarsk et pour améliorer la sécurité des armes chimiques entreposées à Planovy/Shchuch'ye et Kizner.
- Environ 54 millions de dollars US ont été consacrés à des projets visant à freiner la prolifération des armes biologiques en Géorgie, au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en Russie. Quelque 100 millions de plus ont été affectés à des programmes visant à réorienter les connaissances et l'expertise des chercheurs désaffectés spécialisés en armes biologiques (et chimiques) par l'entremise du CIST et du CSTU.

- Environ 76 millions de dollars ont été affectés à un éventail de projets visant à améliorer les contrôles à l'exportation et la sécurité aux frontières.

**Finlande** — La Finlande a annoncé une contribution de 15 millions d'euros, destinée surtout à financer des projets dans le secteur nucléaire (surtout dans le nord-ouest de la Russie et en Ukraine), y compris dans le volet « sécurité nucléaire » du Fonds de soutien du PEDS, la protection physique de matières nucléaires et la gestion des déchets nucléaires. Ces engagements comprennent une somme de 1,85 million d'euros affectée à des projets relatifs aux armes chimiques.

**France** — La contribution française, de 750 millions d'euros, sera affectée à des projets relatifs aux armes nucléaires, chimiques et biologiques. Les engagements à ce jour comprennent 70 millions d'euros versés au Groupe multilatéral pour l'élimination du plutonium; 40 millions d'euros au Fonds de soutien du volet « sûreté nucléaire » du PEDS; 17 millions d'euros au profit du démantèlement des sous-marins; 9 millions d'euros pour la destruction des armes chimiques; et 5 millions d'euros pour la sûreté et la sécurité biologiques des installations russes de confinement d'agents biologiques.

**Italie** — La majeure partie de la contribution d'un milliard d'euros annoncée par l'Italie sera affectée au démantèlement de sous-marins nucléaires et à des usines de destruction des armes chimiques (à Pochep et Shchuch'ye).

**Japon** — Le Japon a annoncé une contribution de 200 millions de dollars US, dont 100 millions pour le programme d'élimination du plutonium, et différents engagements financiers dans des projets de démantèlement des sous-marins nucléaires de la flotte du Pacifique.

**Norvège** — La Norvège a annoncé une contribution de 100 millions d'euros à des projets de sécurité nucléaire, notamment le démantèlement des sous-marins, la protection des GTR et le volet « sûreté nucléaire » du Fonds de soutien du PEDS. La Norvège a aussi contribué à la construction des infrastructures à l'usine de Shchuch'ye.

<sup>9</sup> Ces renseignements sont tirés des deux premiers rapports annuels du Royaume-Uni sur le *Partenariat mondial*, du *G8 Consolidated Report of Global Partnership Projects*, juin 2004 et du *G8 Global Partnership Consolidated Report*, juillet 2005.